



mepacq

L'ÉPA, pas à pas...

Sur les traces de l'éducation populaire

Formation sur l'histoire de l'éducation
populaire autonome au Québec



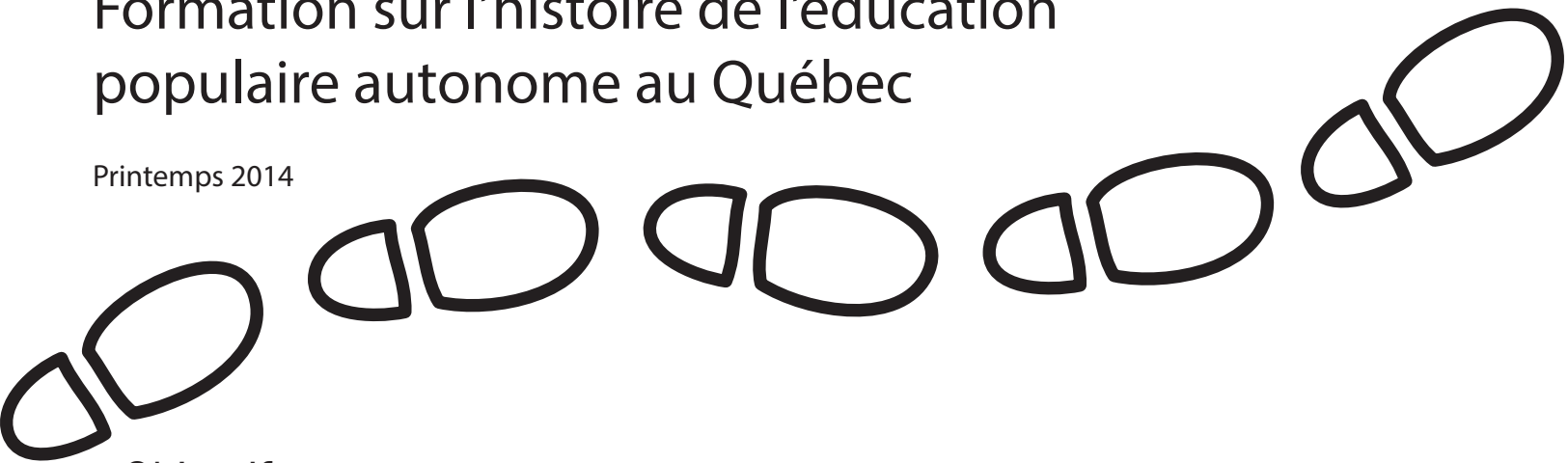
Cahier de RÉFÉRENCE

L'ÉPA, pas à pas...

Sur les traces de l'éducation populaire

Formation sur l'histoire de l'éducation populaire autonome au Québec

Printemps 2014



Objectifs

- Se rappeler des moments historiques marquants de l'histoire sociale du Québec
- Identifier les moments clés de l'histoire de l'éducation populaire au Québec
- Prendre conscience de la contribution spécifique de l'éducation populaire dans l'histoire sociale

Déroulement

1. Les présentations – 15 min.
2. Activité brise-glace sur la définition de l'ÉPA – 15 min.
3. Présentation et activité sur les précurseurs de l'ÉPA au Québec – 30 min.
4. Présentation sur les grands courants et l'évolution de l'ÉPA – 15 minutes

Pause – 15 min

5. Activités sur la contribution des groupes populaires dans l'histoire des luttes sociales au Québec – 60 min.
6. Conclusion : L'ÉPA existe-t-elle encore au Québec ? – 15 min.
7. Évaluation de la formation – 5 min.



Le MÉPACQ

Fondé en 1981, le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ) regroupe 11 Tables régionales en éducation populaire autonome qui rassemblent à leur tour plus de 300 groupes populaires et communautaires autonomes répartis partout à travers le Québec. Par le moyen de l'éducation populaire, nous travaillons ensemble à la transformation sociale de manière à faire émerger la solidarité et la justice sociale dans notre société.

La lutte au néolibéralisme est l'élément central de toutes les actions et les réalisations du MÉPACQ. Nous intervenons sur les questions liées au désengagement de l'État, particulièrement en matière de programmes sociaux et à la tarification et à la privatisation des services publics.

Nos coordonnées

1600 avenue De Lorimier #396 Montréal (Québec) H2K 3W5
Téléphone : (514) 843-3236 Télécopieur : (514) 843-6512
Courriel : info@mepacq.qc.ca Site Internet : www.mepacq.qc.ca

Les Tables régionales d'éducation populaire

En 1974, en Outaouais, naissait la première Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire (TROVEP). En 1974 et 1980, trois autres Tables régionales voient le jour, soit à Montréal, en Estrie et à Québec. Voulant mettre leur force de travail en commun, ces Tables s'allieront pour créer officiellement, en 1981, le mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec, le MÉPACQ. Un des objectifs de cette mise en commun était de faire reconnaître l'éducation populaire autonome comme une pratique nécessaire et légitime pour permettre une participation véritable de la population à la vie de la société.

L'éducation populaire autonome

Sa définition

La base du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ) se trouve dans une conception commune de l'éducation populaire autonome (ÉPA) définie comme suit :

« L'ensemble des démarches d'apprentissage et de réflexion critique par lesquelles des citoyens et citoyennes mènent collectivement des actions qui amènent une prise de conscience individuelle et collective au sujet de leurs conditions de vie ou de travail, et qui visent, à court, moyen ou à long terme, une transformation sociale, économique, culturelle et politique de leur milieu. » (Votée en 1978 à l'Assemblée générale du Comité de coordination des OVEP).

Les luttes sociales sont indissociables des pratiques d'ÉPA. Une lutte est une action soutenue et énergique d'un-e individu-e ou d'un groupe pour résister à quelque chose ou atteindre un certain but. Par l'expression « luttes sociales », on entend donc désigner l'ensemble des actions soutenues et énergiques permettant de s'organiser collectivement pour résister aux injustices sociales et transformer la société dans une perspective de justice sociale, notamment, en identifiant les injustices, en les dénonçant, en les combattant et en proposant des alternatives.

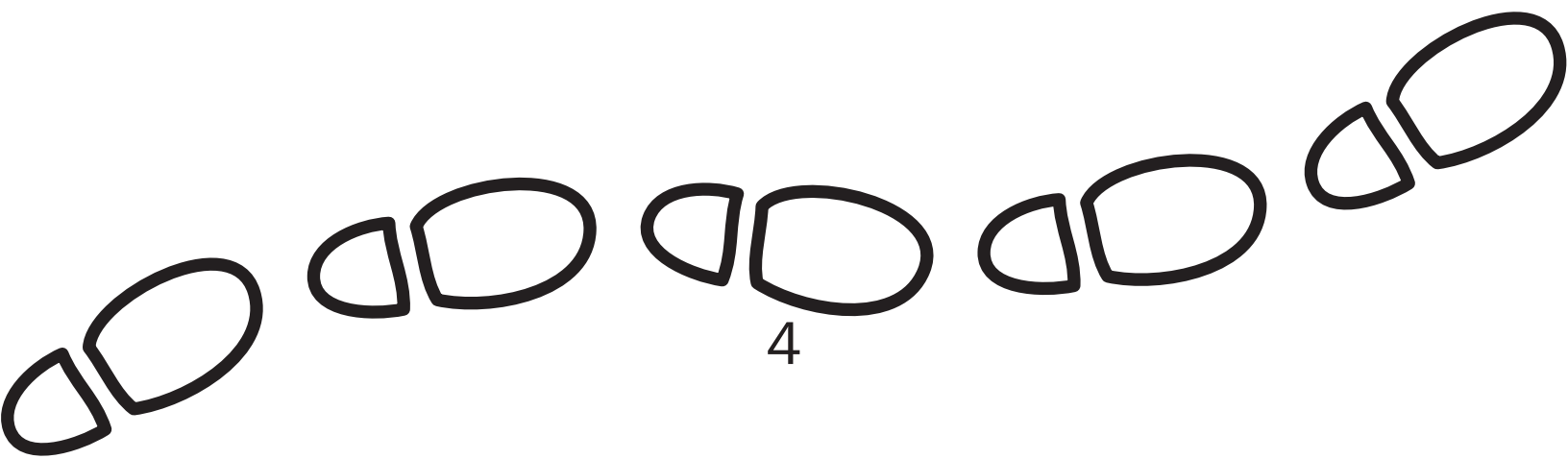
Les principes et les actions

- Avoir une visée de transformation sociale et travailler sur les causes des problèmes sociaux plutôt que sur les effets.
- Adopter des démarches d'apprentissage qui mènent à des actions collectives.
- Rejoindre des populations qui ne contrôlent pas ou peu leurs conditions de vie et de travail.
- Favoriser la prise en charge du groupe et des démarches d'apprentissage par la population

Partir des gens pour changer le monde

Les formations du MÉPACQ, bien qu'elles puissent contenir quelques éléments théoriques, sont participatives et se bâtissent à partir du vécu et des connaissances des participantEs. En éducation populaire, il n'y a pas d'expertEs. Les vrais "expertEs", c'est vous!

Les formations du MÉPACQ visent à nous mobiliser dans des actions collectives afin de "changer le monde" ensemble et à notre manière.



Ses précurseurs

L'éducation populaire est la plus ancienne forme d'éducation des adultes et celle qui a initié, expérimenté et développé en grande partie les pratiques éducatives spécifiques aux adultes. On ne se donne jamais assez l'occasion de se raconter, ou de se faire raconter l'histoire des femmes, des hommes et des mouvements qui nous ont précédés dans cette marche vers l'autonomie, la dignité et la solidarité qu'est l'éducation populaire. Par ces quatre portraits nous avons voulu réunir et mettre en parallèle, au delà du temps et de l'espace, des acteurs et des actrices impliqué-e-s dans les mouvements qui ont marqué la vie sociale et politique par leurs efforts d'éducation populaire.

Extraits adaptés d'un texte écrit par Bernard Vallée issu d'une publication de l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICÉA) : «Les actes du colloque national sur l'éducation populaire au Québec», ICÉA, 1991.

La JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne)

Au début du XXe siècle, l'Église doit affronter des transformations socio-économiques et politiques nombreuses. Fondée en 1931, la JOC s'adressait aux jeunes ouvriers des deux sexes. Deux principes étaient à la base de l'action menée par le mouvement. Le principe de l'enquête et le principe de la formation par l'action : la JOC vise à donner aux Jocistes une formation dans la vie, fondée sur des expériences concrètes, plutôt que sur des savoirs livresques et théoriques. Très tôt, différents services furent mis en place : service médical, service d'épargne, bibliothèques, camps de vacances, service de préparation au mariage. Basée sur le voir-juger-agir, cette philosophie se concrétisait par une pédagogie de conscientisation qui a marqué toute une génération.



Semaine d'étude de la JOC, août 1945.

Léa Roback

C'est en 1936 que Léa Roback devint organisatrice syndicale à l'Union de la robe (UIOVD) où elle s'occupera du département de l'éducation jusqu'en 1939. La formation, c'est le pilier d'une organisation syndicale : «Pour que le syndicat soit vraiment un outil de défense, il faut que les ouvrières apprennent à se protéger par la connaissance de ce qu'est le travail, combien ça doit payer, surtout dans cet atroce système du travail à la pièce». Elle travailla à la formation des déléguées, à l'organisation de grèves dont celle de 1937 où 5 000 ouvrières, les midinettes, débrayèrent pendant trois semaines et gagnèrent la reconnaissance de leur syndicat et de meilleures conditions de vie et de travail. La plupart des ouvrières n'avaient jamais eu la possibilité de s'instruire. On donne alors des cours d'alphabétisation ainsi que des cours de français et d'anglais. On organise aussi des cours de relations humaines, de danse et d'artisanat, ainsi que des groupes de lecture et de discussion.



Léa Roback, 1987

Idola Saint-Jean

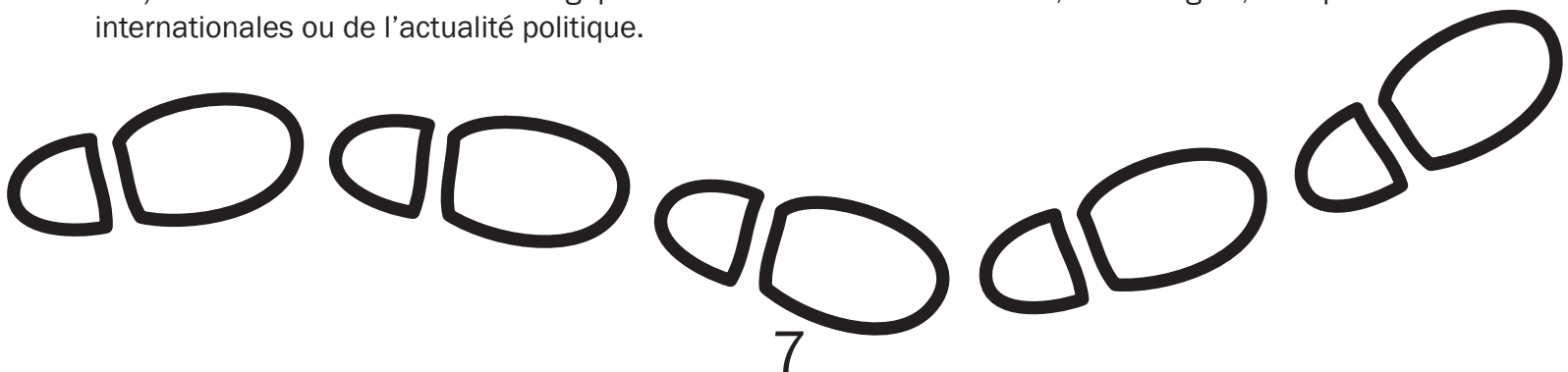
Idola Saint-Jean est une figure marquante de la lutte pour le droit de vote des femmes. C'est en 1927 qu'elle fonde l'Alliance canadienne pour le droit de vote des femmes. Pendant quatorze années consécutives, les membres de l'Alliance et de la Ligue des droits de la femme entreprirent conjointement et solidairement de longues et multiples marches sur le Parlement de Québec. Ce tenace moyen de pression et de sensibilisation de l'opinion publique aboutit en 1940 à l'obtention du droit de vote pour les femmes.

Idola Saint-Jean et l'Alliance voyaient dans le vote des femmes une arme pour corriger les injustices sociales dont les femmes étaient victimes. Les pèlerinages annuels au Parlement n'étaient pas les seuls moyens de sensibilisation et d'action mis en œuvre par Idola Saint-Jean et ses compagnes. L'éducation sociale, économique et politique des femmes était au cœur des activités de l'Alliance : assemblées et conférences publiques étaient organisées, en plus d'une bibliothèque mobile et de services juridiques pour les ouvrières.



Albert Saint-Martin

Les réalisations originales d'Albert Saint-Martin préfigurent le mouvement communautaire des années 1970 (comptoirs alimentaires en 1907, commune rurale en 1915, comité de sans-travail en 1914, association humanitaire en 1914). Militant socialiste, il participa à la fondation du Parti ouvrier de Montréal (1904) dont il fut le candidat dans Saint-Jacques en 1905, et à celle du parti socialiste du Canada. En 1906, il organisait la première manifestation du 1er mai à Montréal. Pamphlétaire ironique et mordant, ses brochures et ses articles prenaient pour cibles les pouvoirs établis et tout particulièrement les institutions de charité qu'il accuse d'assassiner la populace canadienne volontairement et lentement...C'est comme éducateur populaire que sa contribution fut sans doute la plus marquante : fondée en 1925 par Saint-Martin et ses amis, l'Université ouvrière exerça une influence importante dans les milieux ouvriers et populaires. On y donnait des conférences sur des sujets très variés touchant à des éléments de culture générale alors inaccessibles aux milieux populaires (histoire, littérature, économie politique, géographie, astronomie, etc.) et soulevant des débats idéologiques autour des droits des femmes, de la religion, des questions internationales ou de l'actualité politique.



Ses courants



À travers son histoire, l'éducation populaire a été teintée par plusieurs approches, concepts, pratiques et influences. Au fil des ans, certains courants ont été mis en opposition alors que d'autres ont interagi ensemble et ce sont influencés à travers le travail et les pratiques des organismes d'éducation populaire.

Un courant d'éducation traditionnelle

Forme d'éducation formelle en institution avec ses programmes de formation pré-établis et ses normes de rendement. Il n'y a pas, ou très peu de reconnaissance de rôle social ou du rôle d'agent de changement de l'éducation. Il s'agit plutôt d'une courroie de transmission des valeurs d'une société.

Un courant d'animation éducative

Forme d'éducation basée sur la participation active des personnes à partir de leurs intérêts, de leurs motivations, de leurs expériences personnelles. Basée sur la capacité des personnes et des groupes des milieux populaires d'influencer les contenus et les structures des formations.

Un courant d'animation sociale

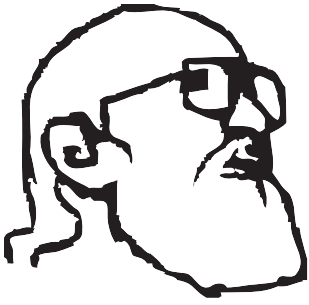
Une forme d'éducation visant à résoudre les problèmes des quartiers pauvres. Ce courant vise à satisfaire les revendications immédiates des groupes de citoyen-ne-s. Pouvant aller jusqu'à créer le conflit pour obtenir satisfaction, ce courant ne remet toutefois pas en cause le système. L'Américain Saul Alinsky est l'une des figures les plus marquantes de ce courant.

Un courant politique critique (éducation conscientisante)

On parle ici d'un courant d'éducation visant la conscientisation et l'organisation politique des citoyen-ne-s selon une analyse basée sur la lutte des classes et le rejet du modèle social dominant. Il s'agit d'un instrument d'analyse et de soutien dans l'organisation des luttes et des actions menées par le peuple. Cette forme d'éducation est directement liée à l'engagement sociopolitique des citoyen-ne-s et à la promotion collective en vue d'une transformation sociale. L'éducateur brésilien, Paulo Freire, est l'une des figures les plus marquantes de ce courant.

Adaptation libre tirée d'une étude de Claudia Danis, «les modèles d'intervention en éducation populaire extra-institutionnelle au Québec actuel, 1980





Ses influences : Paolo Freire

Dans notre définition de l'ÉPA, se trouve cette idée fondamentale que l'ÉPA est une forme d'éducation conscientisante, c'est-à-dire une forme d'éducation qui devrait absolument aboutir dans de l'action, notamment dans des luttes sociales visant à faire advenir une société plus juste.

Cette idée n'est pas de nous. Elle vient d'un pionnier de la lutte contre l'analphabétisme, un éducateur brésilien du nom de Paolo Freire (1921-1997).

Au chapitre des influences, on aurait aussi pu parler des écrits de Collette Humbert ou de son équipe de l'INODEP en France; de Myles Horton, l'école Highlander, et bell hooks (É-U) et de Deborah Barndt ou de Jamie Swift (Canada). Bien sûr, on vous donne cette liste de nom pour vous impressionner et pour vous montrer qu'on connaît ça, mais aussi pour vous dire qu'il existe des racines historiques à l'ÉPA que l'on peut retracer et qu'il existe un courant sérieux de pensée, bien représenté par Paulo Freire, que l'on peut identifier à l'origine de ce qui est devenu l'ÉPA au Québec.

C'est dans les années soixante qu'il a développé la méthode « conscientisante » pour faire de l'alphabétisation. Selon cette méthode, lire les mots sans les comprendre dans leur contexte (sans lire le monde) était un non-sens. L'éducation est fondée sur le dialogue et les mots-clés qui permettent aux gens d'apprendre à lire et à écrire à partir de leur expérience quotidienne. Et l'expérience quotidienne des analphabètes brésiliens était une expérience d'oppression. L'éducation conscientisante, pour lui, était donc fondamentalement une prise de conscience de l'oppression.

Le processus de conscientisation de Freire (une adaptation du MÉPACQ)

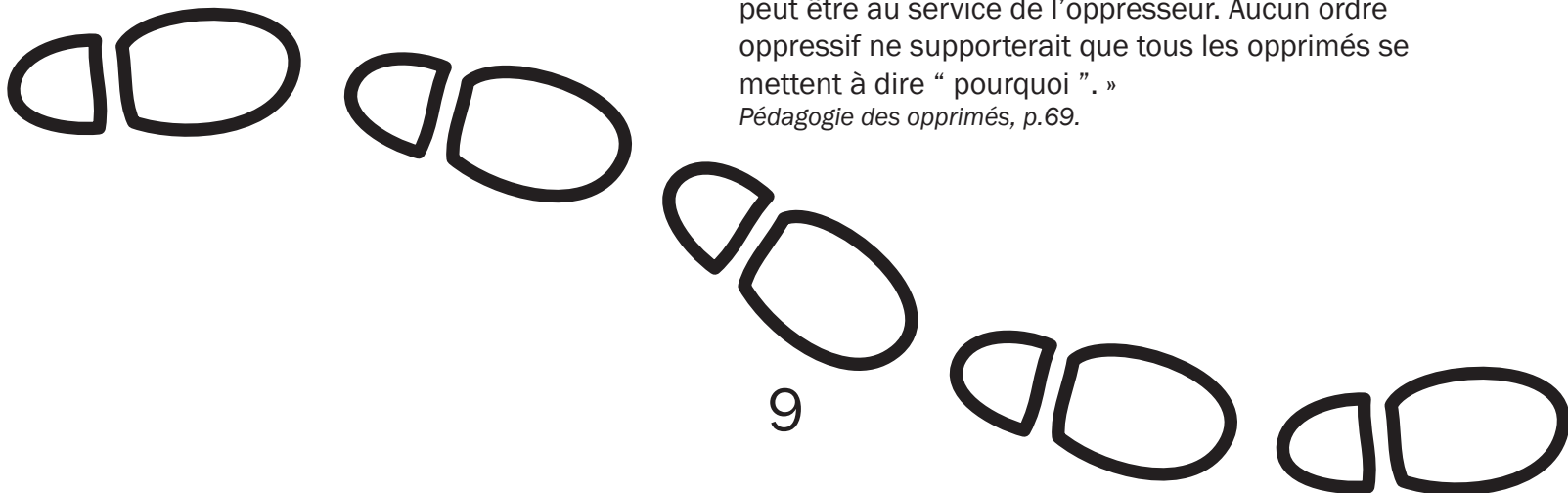
- 1) Ça commence en se fâchant : Indignation.
- 2) Qu'est-ce qui nous fâche? L'exploitation, l'oppression.
- 3) Pourquoi les gens ne se fâche-t-il pas? L'aliénation.
- 4) Où l'indignation peut-elle nous mener? Libération.

Le but : Passer de l'aliénation à l'indignation.

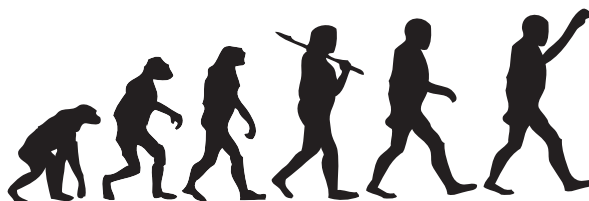
Citation célèbre de Freire :

« La conception conscientisante de l'éducation ne peut être au service de l'opresseur. Aucun ordre oppressif ne supporterait que tous les opprimés se mettent à dire " pourquoi ". »

Pédagogie des opprimés, p.69.



Son évolution



L'évolution des concepts en éducation populaire a largement été influencée par la conjoncture sociale, politique et économique. Inversement, la conjoncture a, elle aussi, été influencé par les prises de conscience collective provenant, en grande partie, de nos pratiques d'éducation populaire. À travers son histoire, plusieurs grandes questions ont animées les débats sur l'identité de l'éducation populaire :

- Instruction du peuple ou expression du peuple?
- Méthode pédagogique ou outil d'action collective?
- Promotion individuelle ou promotion collective?

Ces grands débats ont façonnés l'évolution identitaire de l'éducation populaire dont on retrace ici les grandes lignes.

À l'origine, avant les années 50 - Seule ou la principale forme d'éducation des adultes

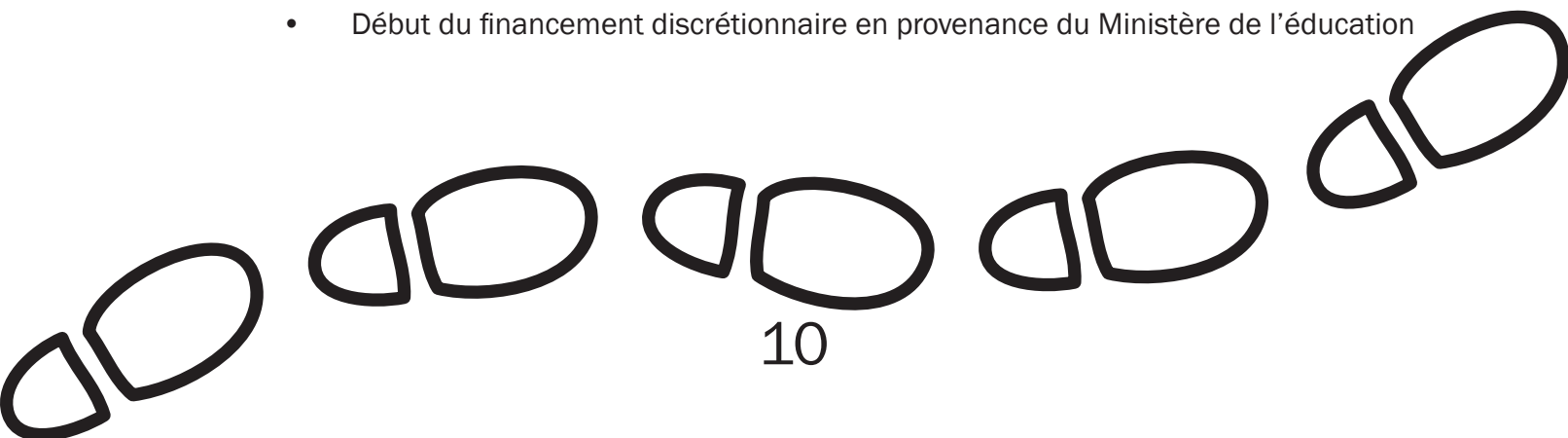
- Les origines de l'éducation populaire autonome remontent au tournant du 20e siècle.
- En l'absence de services éducatifs institutionnels, diverses associations mettent en œuvre des pratiques s'appuyant sur les expériences de vie des adultes.
- L'éducation populaire est alors un instrument d'encadrement social.
- Au service de L'élite religieuse qui s'est appuyée sur les mouvements d'action catholique pour diffuser sa doctrine et influencer la société.

Dans les années 50-60 – au service de la modernisation sociale

- L'éducation populaire est un instrument de progrès social
- Sert à former les dirigeants économiques, syndicaux, coopératifs, les intervenants sociaux et culturels.

Les années 60-70 – Une alternative sociale et éducative

- Le mouvement d'éducation populaire prend ses distances avec les lieux de pouvoir et devient plus critique concernant les conséquences du progrès social sur les conditions de vie et de travail sur les plus démunis
- L'influence de plusieurs courants (animation sociale, conscientisation, socialistes et marxistes) sont à l'origine de la radicalisation de l'approche de l'éducation populaire qui devient un outil de résistance et un instrument d'expression politique des milieux défavorisés.
- Début du financement discrétionnaire en provenance du Ministère de l'éducation



Les années 80 – Un instrument de promotion collective

- Les pratiques de l'éducation populaire s'opposent de plus en plus aux pouvoirs dominants.
- Les grandes batailles de l'éducation populaire : l'amélioration des conditions de vie, la démocratisation des institutions, l'accès à l'égalité.
- L'éducation populaire est passée de rôle d'instrument des pouvoirs dominants servant à implanter des idéologies et à moderniser la société à une rôle de promotion collective des exclu-e-s et d'instrument de résistance.

Les années 90 – La lutte pour la reconnaissance

- Ce virage idéologique rend difficile la reconnaissance et le soutien, par l'État, de l'éducation populaire autonome
- Deux formes d'éducation s'affrontent : l'éducation populaire comme instrument de résistance et l'éducation formelle au service des classes dominantes qui cherchent à convaincre la population que le chômage est une question de motivation, que les droits sociaux sont une affaire de mérite, que les compagnies pharmaceutiques sont de notre côté, etc. Leurs outils sont puissants: l'école et les médias de masse.

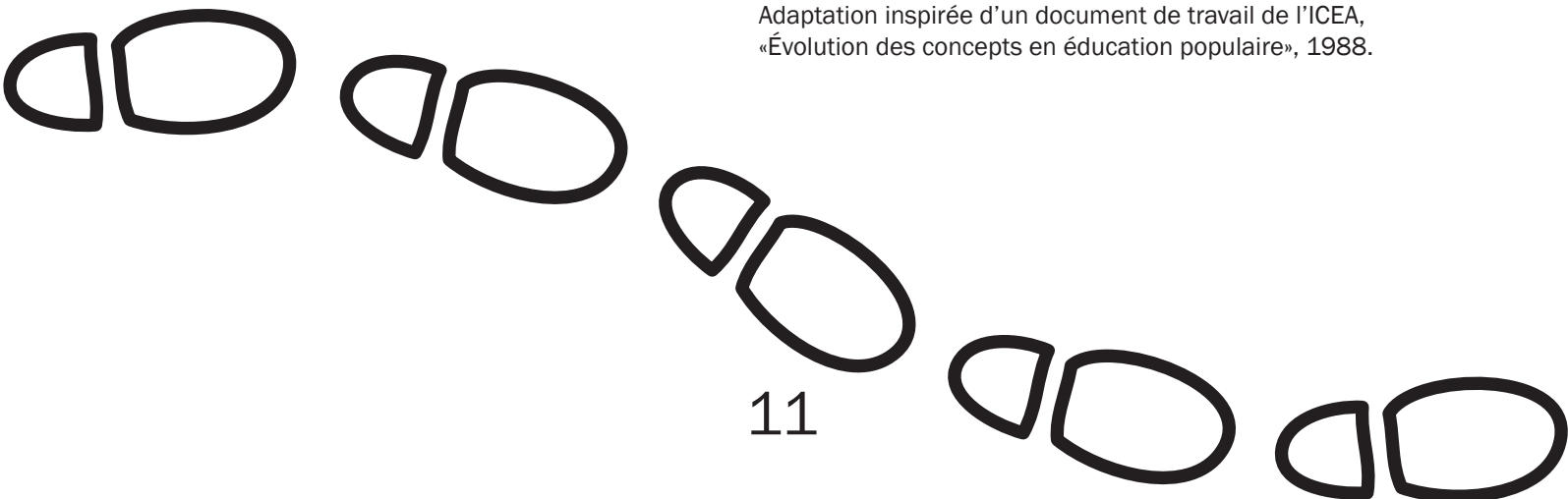
Les années 2000 – Une reconnaissance à travers le mouvement de l'ACA

- Les caractéristiques spécifiques de l'éducation populaire autonome ont servi de guides pour définir la nature de l'action communautaire autonome.
- Déut du financement des organismes communautaire pour leur mission
- D'un côté, l'État reconnaît, par une politique, le rôle de l'éducation populaire comme agent de transformation sociale.
- De l'autre côté, le financement n'est pas à la hauteur ce qui permet à l'État d'accentuer les pressions sur le mouvement pour que l'éducation populaire redeviennent un instrument au service des pouvoirs dominants, c'est-à-dire, un outil pour pallier au désengagement de l'État en matière sociale.

En 2014

- Après près de 15 ans de politique de l'action communautaire, le Conseil supérieur de l'éducation populaire se pose la question suivante : « L'éducation populaire existe-t-elle encore au Québec? Qu'elle est sa raison d'être? Quels en sont les acteurs? Quel public dessert-elle? Quelles ressources financières y sont consacrées? Bref, quel est l'apport de l'éducation populaire dans le Québec du XXIe siècle? »

Adaptation inspirée d'un document de travail de l'ICEA,
«Évolution des concepts en éducation populaire», 1988.



Quelques repères historiques

	Avant 1960	1960 à 1980
Histoire sociale	<ul style="list-style-type: none">• La charité chrétienne• Les privilèges• L'Église soulage les effets de la pauvreté	<ul style="list-style-type: none">• Mise en place de l'état social• Instauration des programmes sociaux• Syndicalisation du secteur public• La notion de charité fait place à la notion de justice sociale• La notion de privilège fait place à la notion de droits sociaux• L'État s'attaque aux causes de la pauvreté et des problèmes sociaux plutôt qu'aux effets
Groupes populaires et communautaires	<ul style="list-style-type: none">• Groupes sociaux d'inspiration chrétienne	<p>Croissance des inégalités socio-économiques</p> <p>Années 60 Groupes populaires</p> <ul style="list-style-type: none">• Comités de citoyen-ne-s (années 60)• ACEF (années 60)• Mouvement des femmes• Groupes populaires fin 1960 et début 1970 (ADDs, associations de locataires, MAC...)• Actions axées sur les droits (logements, chômage, femmes, etc.)• Actions radicales anticapitalistes• Militantisme
Éducation populaire	<p>Avant 1950 L'ÉPA, le seul ou le principal accès des adultes à l'éducation</p>	<p>De la revendication au partenariat</p> <p>Les années -50-60 L'ÉPA au service de la modernisation sociale</p> <p>Les années 70 L'ÉPA, une alternative sociale et éducative</p>
		Nous reconnaissez-vous?

1980 à 2000

- Mise en place du néolibéralisme
- Désengagement graduel de l'État des affaires sociales et des programmes sociaux
- La notion de justice sociale et de droits sociaux fait place à la notion de mérite et de droits individuels
- Déréglementation des marchés
- Arrivée des accords de libre-échange
- L'État s'attaque de moins en moins aux causes de la pauvreté et des problèmes sociaux et de plus en plus aux effets

2000 à aujourd'hui

- Retour en force de la notion de charité avec la philanthropie et les PPP sociaux. L'État confie au privé la responsabilité de soulager les effets de la pauvreté et des problèmes sociaux
- Mise en place des PPP dans les services publics
- Réingénierie de l'État
- Coupures dans les programmes sociaux
- Tarification des services publics
- Introduction de la notion 'utilisateurs-payeurs
- Programmes d'employabilité

Années 80

Organismes communautaires

- Création des regroupements nationaux
- Émergence de nouveaux enjeux sociaux (environnement, immigration, paix, SIDA, etc.)
- Actions axées sur la défense des acquis sociaux
- Développement de l'approche clientéliste
- Début de la concertation avec l'État et les partenaires locales, régionales, municipales
- Vue comme un remède aux services publics inefficaces
- Arrivée de l'économie sociale

Années 90-2000

Entreprises communautaires

- Création de la politique d'action communautaire - financement à la mission
- Implantation du financement par projet
- Actions axées contre le néolibéralisme et les restructurations de l'État
- Poursuite de la concertation avec l'État et les partenaires locales, régionales, municipales

Les années 80

L'ÉPA, un instrument de promotion collective ou de suppléance au désengagement de l'État

Les années 90

L'ÉPA, beaucoup d'appui, pas de reconnaissance légale

Les années 2000

Une reconnaissance à travers le mouvement de l'ACA. Ses caractéristiques servent de guide pour définir la nature de l'ACA



Nos luttes, nos victoires...et nos influences³

À regarder d'où l'on vient, on peut mieux voir et décider où l'on veut aller tout en choisissant le chemin à suivre. Voilà pourquoi nous effectuerons un très bref survol de l'impact de l'éducation populaire au Québec.

Notre impact sur les lois sociales et les services gouvernementaux

Le travail effectué par le mouvement populaire depuis le début du siècle a permis l'amélioration de la protection sociale et économique des citoyens et citoyennes. Plusieurs lois sociales et services gouvernementaux découlent de l'action des groupes populaires et syndicaux :

- les droits des femmes ;
- l'aide juridique ;
- les normes minimales du travail ;
- la mise sur pied des CLSC ;
- la protection des consommateurs et consommatrices ;
- la protection des locataires ;
- les services de garde ;
- l'assurance-chômage ;
- les normes environnementales ;
- le soutien et la reconnaissance de l'action communautaire autonome et de la défense collective des droits;
- etc.

En réalité, la quasi-totalité des lois sociales (sauf peut-être la pension des député-e-s) provient de pressions des citoyennes et citoyens organisé-e-s.

Notre impact sur la démocratie...

De plus, n'oublions pas l'impact fort important des groupes populaires sur le plan de l'avancement et de l'élargissement de la démocratie. Bien sûr, il nous faut souligner l'avancement de la démocratie sur le terrain politique, dans son sens le plus électoral :

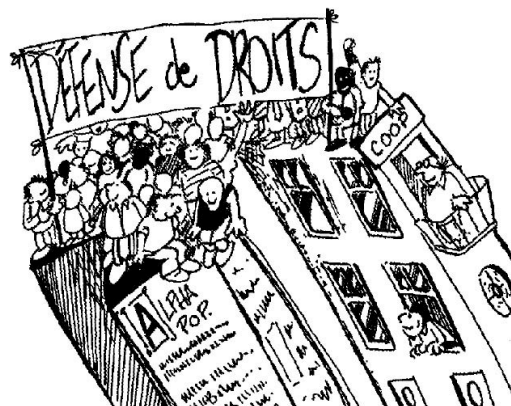
- droit de vote des femmes,
- droit de vote pour tous et toutes dans les municipalités,
- lois sur les caisses électorales des Partis politiques, etc.



...et la participation citoyenne

Mais lorsque nous invoquons cette question, nous nous référons surtout aux différentes réalités qui ont porté les gens à s'impliquer davantage dans la société civile et à utiliser de plus en plus leur droit de parole.

L'implication des citoyens et citoyennes dans les groupes populaires et communautaires dans le système d'éducation, dans celui de la santé ou dans les organismes para-gouvernementaux (tels les CLSC et les Régies régionales) amène un élargissement de la démocratie et augmente l'intérêt des gens pour les questions publiques et socio-politiques. L'action des groupes populaires dans cette avancée de la démocratie n'est certes pas à négliger.



Notre influence dans la société

La dernière constatation concerne l'influence de l'éducation populaire sur certains secteurs ou sur certaines activités plus particulières :

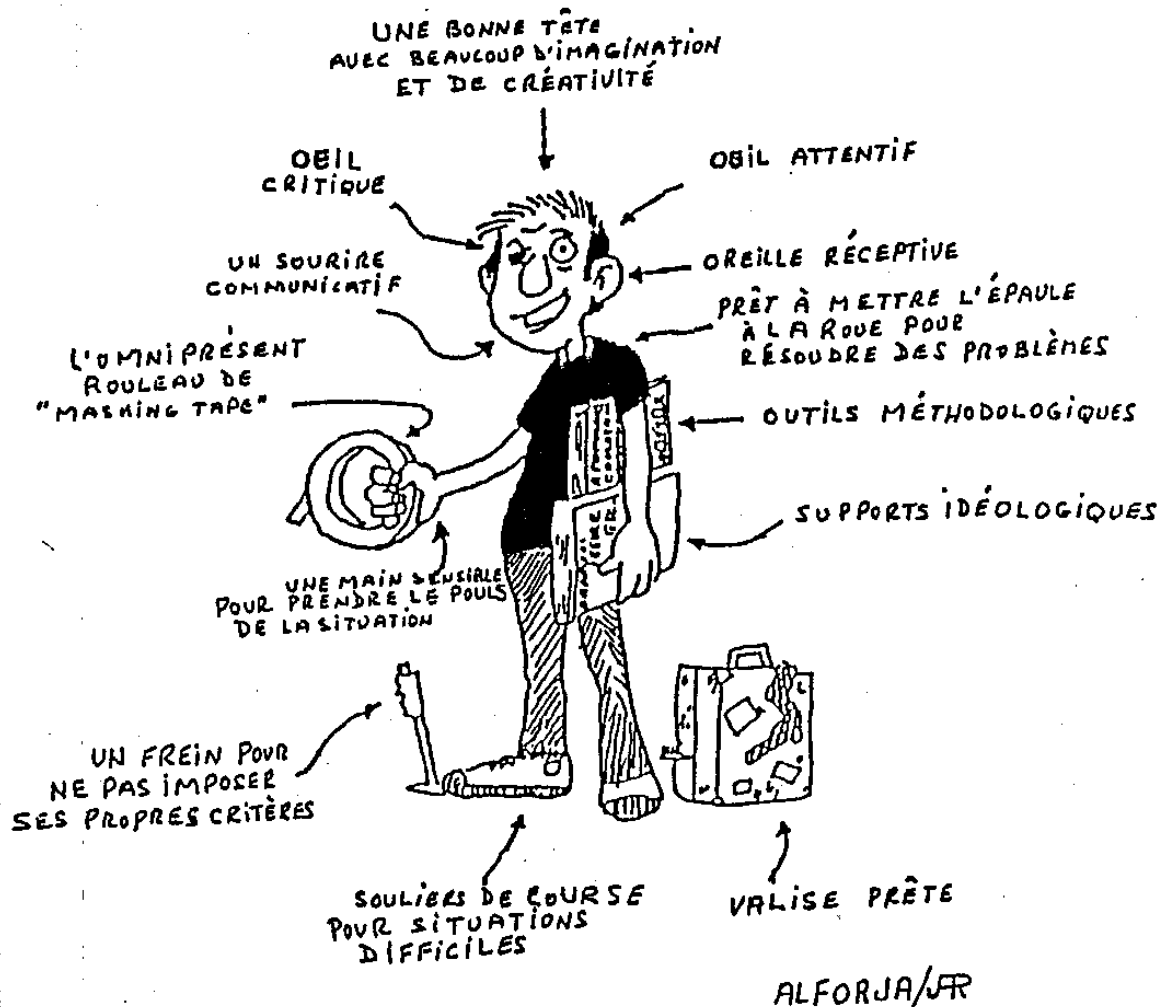
- outils pédagogiques adaptés à des populations moins scolarisées ;
- développement de nouveaux cours (études féministes, animation ou intervention communautaire, environnement, etc.) ;
- nouvelles approches ou pratiques d'intervention (santé des femmes, santé mentale, alphabétisation, etc.) ;
- organisation de vie et de travail basée sur la solidarité et l'entraide (coopératives de travail, d'habitation, etc.).

Notre capacité de dénoncer

Enfin, les groupes ont joué et jouent toujours un rôle de premier plan en tant que révélateurs et dénonciateurs de problèmes sociaux (violence faite aux femmes, racisme, sexisme, environnement, etc.) contribuant ainsi à sensibiliser davantage la population sur ces problèmes et à faire progresser des éléments de solution.

³MÉPACQ, Cadre de référence pour un projet de société, 1999.

L'ÉDUCATEUR POPULAIRE



Les Tables régionales d'éducation populaire

AGÉPA - Centre- du-Québec
819 795-4441
agepa@videotron.ca

RÉPAT - Abitibi-Témiscamingue
819 762-3114
info@lerepat.org

TROVEP de la Montérégie
450 443-9330
jtrovepm@synd-champlain.qc.ca

MÉPAC - Saguenay-Lac-Saint-Jean,
Chibougamau-Chapais
418 412-4545
info@mepac.qc.ca

ROM - Mauricie
819 379-2889
inforom.mauricie@gmail.com

TROVEP de Montréal
514 527-1112
trovep@cooptel.qc.ca

MÉPAL - Lanaudière
450 752-4700
mepalqc@yahoo.fr

Table des groupes populaires - Côte-Nord
418 589-2809
table@groupepopulaires.org

TROVEP de l'Outaouais
819 771-5862
vtrovepo@bellnet.ca

RÉPAC-03-12
Québec et Chaudière-Appalaches
418 523-4158
repac@repac.org

TROVEP de l'Estrie
819 566-2727
trovepe@aide-internet.org